

n° 55-56, février-mars 2006

### Aménagement urbain

#### Agglomération bordelaise. Une nouvelle génération de projets.

Le Moniteur des tp, n° 5332, 03/02/2006, p. 55-74

Après une présentation rapide de 11 projets phares de la Communauté urbaine de Bordeaux, le dossier fait le point sur les projets en cours (grand projet de ville, chantiers intermodaux, arènes de Floirac), certaines caractéristiques (alimentation du tramway par le sol, résorption du retard de production de logement sociaux, foisonnement des projets commerciaux) et les obstacles restant à lever (négociations sur le foncier, opérations en suspens en attente de l'approbation du PLU). Sous le titre : «Ils construisent l'agglomération de 2010», six acteurs de l'agglomération bordelaise ont été sélectionnés : Jean-Pierre Turon, maire de Bassens et vice-président de la CUB ; Jean-Luc Hoguet, directeur général de Domofrance ; Etienne Parin, directeur du projet de ville des Hauts-de-Garonne ; Michel Duchène, adjoint au maire de Bordeaux et vice-président de la CUB ; l'agence d'architecture Brochet-Lajus-Pueyo ; Alain Denat, directeur régional Sud-Ouest GTM construction. Réf : 13793

#### Les coûts de la ville dense ou étalée.

Etudes foncières, n° 119, 01/2006, p. 18-21

«L'idée que l'étalement urbain augmente les coûts d'urbanisation apparaît davantage comme une idée reçue que comme une connaissance chiffrée. D'une manière plus générale, est-il possible d'établir une relation entre les formes urbaines et des coûts collectifs induits ? La densité crée-t-elle des économies d'échelle ? Existe-t-il, inversement, des surcoûts dus à l'encombrement ? Autant de sujets pour lesquels il faut commencer par savoir poser les bonnes questions.» Réf : 13948



#### La densification des lotissements pavillonnaires de grande banlieue.

Etudes foncières, n° 119, 01/2006, p. 14-17

«L'habitat individuel dense n'a de sens que si l'on parvient à l'intégrer dans une ambiance urbaine. Pas de «maison de ville» sans ville. Cela passe par l'organisation d'itinéraires commerçants : par exemple, entre la gare et le centre bourg ou d'éventuels centres de lotissements. On aboutit alors à la notion de centralité linéaire.» Réf : 13947

#### La densification acceptée.

Etudes foncières, n° 119, 01/2006, p. 11-13

«La densité est à la fois un concept clef de toute réflexion sur l'aménagement du territoire et une source constante de malentendus. Si l'on s'en tient à la mesure de la densité résidentielle communale, on découvre cependant une curieuse convergence autour de 4 000 habitants par km<sup>2</sup> du territoire communal pour diverses formes de dynamiques urbaines.» Réf : 13946

### **Le Neuhof en cours de désenclavement.**

Le Moniteur des tp, n° 5332, 03/02/2006, p.76-79

Le quartier du Neuhof va prochainement être désenclavé et relié au centre de Strasbourg grâce au tramway. La rénovation urbaine entre enfin en phase opérationnelle, cinq ans après le lancement du GPV et trois ans après le choix de son concepteur, l'architecte-urbaniste Yves Lion. Réf : 13794

### **Turin. Les Jeux d'hiver au coeur de la rénovation urbaine.**

Le Moniteur des tp, n° 5333, 10/02/2006, p. 72-75

L'organisation des Jeux olympiques d'hiver 2006 a permis à Turin de reconquérir des zones abandonnées par la grande industrie métallurgique et mécanique dans les années 80. Cette reconquête s'inscrit dans le cadre du Plan régulateur général (l'équivalent d'un PLU) lancé en 1995, visant à la revitalisation de la ville. Zoom sur la «Spina 3», zone située au nord du centre ville et dont la transformation a été confiée à l'architecte urbaniste Jean-Pierre Buffi, et le district olympique, dont les équipements sont reconvertibles. Réf : 13780

## **Architecture**

### **Construction et environnement : les blocages français.**

D'A, n° 153, 03/2006, p. 27-58

Ce dossier, illustré de nombreux exemples, dresse un état des lieux mitigé de la construction respectueuse de l'environnement en France et tente d'en comprendre les blocages. Réf : 13927



## **Circulation**

### **Le vélo donne de la voie.**

Environnement magazine, n° 1645, 03/2006, p. 20-23

Des kilomètres de pistes réservées ne suffisent pas à développer la pratique du vélo en ville. Un tour de France des politiques cyclables montre d'autres nécessités : continuité du réseau, stationnement sécurisé... Réf : 13873

### **Revalorisation annuelle de la participation pour non-réalisation d'aires de stationnement. Circulaire UHC/DU3 n° 2005-73 du 14 novembre 2005.**

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5334, 17/02/2006, p. 451. Réf : 13839

## **Collectivités locales**

### **Compensation financière des transferts de compétences prévue, pour 2006, par la loi relative aux libertés et responsabilités locales. Circulaire du 31 décembre 2005.**

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5334, 17/02/2006, 437-439

Cette circulaire concerne : les principes de la compensation financière des transferts de compétences ; les modalités opératoires de la compensation financière ; les montants retenus pour chacun des départements et chacune des régions concernés s'agissant de la compensation financière de chaque transfert de compétence entré en vigueur en 2005 et 2006. Réf : 13841

### **Dotation générale de décentralisation (DGD) des départements pour 2006. Circulaire du 16 janvier 2006.**

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5335, 24/02/2006, p. 481-482

Cette circulaire expose les modalités de calcul de la dotation générale de décentralisation allouée aux départements pour l'exercice 2006. Réf : 13830

## Dotation générale de décentralisation (DGD) des régions pour 2006. Circulaire du 16 janvier 2006.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5335, 24/02/2006, p. 480-481

Cette circulaire expose les modalités de calcul de la dotation générale de décentralisation allouée aux régions au titre de 2006. Réf : 13829

## Modernisation du contrôle de légalité. Circulaire du 17 janvier 2006.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5332, 03/02/2006, p. 468-471

Par cette circulaire, il est demandé aux préfets de se «doter d'une réelle stratégie de contrôle» en vue de «mieux affirmer l'autorité de l'Etat face à ses interlocuteurs». A cette fin, un programme annuel de contrôle est établi, dont les trois priorités sont : l'intercommunalité, la commande publique, l'urbanisme et l'environnement... Les dispositions en sont détaillées en annexes.

Réf : 13797

## Démographie

### 60 000 aquitains âgés dépendants à l'horizon 2015.

INSEE Aquitaine, n° 150, 01/2006, 4 p.

Au cours des dix prochaines années, la population de 60 ans ou plus ayant besoin d'aide pour accompagner les gestes ordinaires de la vie courante pourrait augmenter de 14 % en Aquitaine. Réf : 13813



## Economie

### Economie aquitaine 2005 : quelques signes de reprise.

INSEE Aquitaine, n° 151, 02/2006, 4 p.

«En 2005, dans un contexte mondial toujours actif, la croissance française de 1,4 % reste modeste, pénalisée en partie par les comptes du commerce extérieur. Le chômage baisse et l'emploi salarié progresserait d'environ 0,4 % sur l'année. Au niveau aquitain, le recul du chômage est sensible et l'emploi salarié, déjà en hausse en 2004, progresse plus rapidement qu'au niveau national. Les touristes ont retrouvé le chemin de l'Aquitaine en 2005. Les exportations régionales se contractent. Le bâtiment et les services aux entreprises restent des secteurs dynamiques, tandis que l'emploi dans le commerce s'essouffle.» Réf : 13928

### En 2005, les créations d'entreprises se maintiennent à un haut niveau.

INSEE Première, n° 1063, 01/2006, 4 p.

En 2005, le nombre de créations d'entreprises est en légère baisse. Après deux années de forte hausse, les créations de nouvelles entreprises se maintiennent : 225 000 en 2005. En revanche, les reprises et les réactivations se réduisent. Réf : 13781

### 100 quadras à suivre en 2006.

Le Moniteur des tp, n° 5333, 10/02/2006, p. 49-79

Portraits d'une sélection d'acteurs du monde de la construction, issus de la nouvelle génération «en train de prendre le pouvoir dans les entreprises françaises» : maîtres d'ouvrage, maîtres d'oeuvre, entrepreneurs, industriels et négociants, institutionnels. Réf : 13779

## Emploi

### Premiers résultats de l'enquête sur l'emploi 2005.

INSEE Première, n° 1070, 03/2006, 4 p.

En moyenne en 2005, 2 717 000 personnes sont au chômage, soit une légère baisse par rapport à 2004. Le taux de chômage s'établit donc à 9,8 % contre 9,9 % en 2004. Réf : 13951

## Les salaires dans les entreprises en 2004.

INSEE Première, n° 1067, 02/2006, 4 p.

En 2004, dans les entreprises du secteur privé et semi-public, le salaire mensuel moyen pour un poste à temps complet s'élève à 1 849 euros net. Compte tenu de la hausse des prix à la consommation, le salaire net moyen reste stable en euros constants entre 2003 et 2004. Réf : 13856



## Environnement

### Dossier pollution atmosphérique.

Ville & Transports, n° 395, 01/03/2006, p. 48-55

Ce dossier propose un éclairage sur la pollution de l'air : qui sont les émetteurs, quels sont les polluants observés, qui se charge de les mesurer et comment agir pour améliorer les choses. Réf : 13846

## Foncier

### La crise du logement en France. Les raisons de l'insuffisance quantitative de logements.

Futuribles, n° 317, 03/2006, p. 5-23

«La France connaît depuis un peu plus de cinq ans une forte hausse des prix de l'immobilier qui tend à exclure de plus en plus de jeunes couples et de ménages des classes moyennes de l'accès à la propriété, voire conduit de plus en plus d'habitants à vivre des situations de logement "subi" (et non choisi). Cette crise quantitative s'explique, selon l'auteur, par quatre facteurs : les insuffisances des pouvoirs publics en matière de production de terrains à bâtir, l'accélération de la baisse de la taille moyenne des ménages, le refus des décideurs d'organiser l'expansion de l'habitat individuel en périphérie des villes, et enfin les "dévoitements" de la prospective territoriale ayant abouti à une sous-estimation de la croissance démographique des grands bassins d'habitat. L'auteur présente ces différents facteurs et les conséquences de leur conjonction sur la situation du logement en France.» Réf : 13899

### Associations foncières urbaines : pour fédérer l'aménagement.

Géomètre, n° 30, 03/2006, p. 30-45

Ce dossier rappelle le rôle et les missions des Associations foncières urbaines : surmonter le handicap d'un parcellaire trop complexe, mettre en commun les parcelles, aménager les lieux et redistribuer de nouveaux lots pour permettre une opération d'ensemble. Réf : 13894

### Cessions d'immeubles domaniaux en vue de la réalisation de programmes de logement social (application de l'art. L. 66-2 du code du domaine de l'Etat). Décret n° 2005-1571 du 15 décembre 2005.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5334, 17/02/2006, p. 458. Réf : 13811

### Mobilisation des terrains à bâtir : conditions d'application du décret n° 2005-1571 du 15 décembre 2005 pris pour l'application de l'article L. 66-2 du code du domaine de l'Etat. Circulaire du 2 février 2006.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5334, 17/02/2006, p. 458

Dans le cadre de sa politique de mobilisation des terrains à bâtir vers la production de logements à destination des populations éprouvant des difficultés à se loger, l'Etat contribue aux objectifs de programmation de logements prévus dans le plan de cohésion sociale. Cette circulaire rappelle les dispositions visant à favoriser et à accélérer la cession de terrains de l'Etat en vue de la production de logements sociaux. Réf : 13810

## Gestion et cession du patrimoine immobilier de l'Etat et des établissements publics.

Le Moniteur des tp, n° 5334, cahier détaché n° 2, 17/02/2006, 55 p.

Dans le cadre de la réforme de l'Etat, adossée à la mise en oeuvre d'un nouveau cadre budgétaire favorisant la recherche de l'efficacité, la mesure de la performance et la recherche d'économie, la Mission d'évaluation et de contrôle (MEC) sur la «gestion et la cession du patrimoine immobilier de l'Etat et des établissements publics» a commencé ses travaux en mars 2005. Elle a constaté que la gestion de son patrimoine immobilier par l'Etat n'était pas satisfaisante. Ce rapport reprend les nombreuses études déjà effectuées sur le point du diagnostic et des solutions possibles. Il décrit les méthodes modernes de gestion immobilière et les attentes des investisseurs. Il dresse ensuite un constat des dysfonctionnements présents dans la gestion de l'immobilier public puis fait des propositions. Réf : 13806



## Habitat

### Les résidences fermées à Toulouse : une offre immobilière construisant la «ville privée».

Espaces et sociétés, n° 123, 10/2005, p. 131-150

Cet article, à partir de l'exemple toulousain, tente d'expliquer le développement des résidences fermées par les enjeux généraux auxquels il renvoie, principalement en tant qu'offre commerciale récente. L'auteur s'attache ensuite à resituer leur logique de fermeture dans le cadre de l'évolution générale des espaces résidentiels privés pour discuter de leur rapport à l'espace public et à la ville. Réf : 13956

### Petites misères de la production du logement social.

Etudes foncières, n° 119, 01/2006, p. 22-26

«Cet article propose une prise de recul sur la production de logement social dans le 14e arrondissement de Paris depuis le début de la mandature 2001-2007. Il vise, après avoir resitué le contexte du logement à Paris et dans cet arrondissement, à exposer, sans concession et avec le moins de parti pris possible, les difficultés d'une politique locale de l'habitat.» Réf : 13949

### Modalités de gestion des 45 millions d'euros du fonds destiné aux travaux de mise en sécurité de structures d'hébergement. Instruction n° I. 2005-04 du 7 décembre 2005.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5334, 17/02/2006, p. 462-465

Une enveloppe de 45 441 724 d'euros a été confiée en gestion à l'Anah par l'Etat, en vue de financer des travaux de mise en sécurité de structures d'hébergement. Cette instruction, à destination des délégués locaux, indique les modalités propres d'attribution de cette aide spécifique. Réf : 13842

### Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties portée à 20 ans pour les constructions de logements neufs à usage locatif respectant certains critères de qualité environnementale. Circulaire UHC/QC2 n° 2005-71 du 28 novembre 2005.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5335, 24/02/2006, p. 494

L'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties est portée de 15 à 20 ans pour les logements sociaux qui satisfont à au moins quatre des cinq critères de qualité environnementale suivants : modalités de conception de la construction, modalités de réalisation de la construction, performances énergétique et acoustique, utilisation d'énergies et de matériaux renouvelables, maîtrise des fluides. Réf : 13831

### Aides de l'ANAH en cas de travaux réalisés par des propriétaires occupants dans le cadre d'une auto-réhabilitation encadrée. Instruction n° I. 2006-01 du 20 janvier 2006.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5335, 24/02/2006, p. 492-493. Réf : 13828

## Une maison à 100 000 euros, mais à quel prix ?

D'A, n° 152, 01/2006, p. 23-35

Au sommaire de ce dossier : analyse critique du concept de maison individuelle à 100 000 euros annoncé par le ministre de la Cohésion sociale ; l'exemple d'un lotissement dans une zone Anru au Val-Fourré ; les expérimentations de la firme Algeco dans le domaine de l'habitat modulaire ; les réponses britanniques et américaines au problème du prix plancher de l'habitat bon marché ; la présentation du deuxième appel à propositions «Ville urbaine durable» lancé par le Puca. Réf : 13814



## Programmation de l'action et des crédits de l'ANAH en 2006. Circulaire 2005-03 du 6 décembre 2005.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5332, 03/02/2006, p. 472-474

Cette circulaire précise les missions prioritaires de l'ANAH pour 2006. Réf : 13796

## Révision des loyers : le nouvel indice de référence des loyers (IRL) entre en vigueur le 1er janvier 2006. Communiqué.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5332, 03/02/2006, p. 475

Ce communiqué détaille : le mode de calcul de l'indice de révision des loyers, les contrats de location auxquels il s'applique, les modalités de révision du loyer en cours de bail dans la location secteur privé, les clauses obligatoires du contrat de location secteur privé. Réf : 13795

## Adaptation des conditions d'intervention de l'ANAH à compter du 1er janvier 2006. Instruction n° I. 2005-05 du 31 décembre 2005.

Le Moniteur des tp suppl. T.O., n° 5333, 10/02/2006, p. 455-457

Présentation des modifications apportées aux règles de calcul des subventions, adoptées par le conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat du 6 décembre 2005. Ces modifications visent à simplifier et rendre plus lisibles les modalités d'intervention de l'ANAH et à atteindre les objectifs du plan de cohésion sociale. Réf : 13792

## Panorama des acteurs et circuits du logement en France (2ème partie).

Le Moniteur des tp, n° 5333, cahier détaché n° 2, 10/02/2006, 71 p.

Ce second cahier est consacré aux différents circuits financiers mobilisés, pour les aides à la personne dans un premier chapitre, pour les aides aux producteurs du secteur public comme privé dans le second. Réf : 13774

## Infrastructure

### Rouen : comment une gare peut traverser la Seine.

Ville & Transports, n° 396, 15/03/2006, p. 32-37

Rouen envisage de détourner la ligne Paris-Le Havre en la faisant passer sous la Seine, et de construire une nouvelle gare. Ce vaste chantier, qui pourrait voir le jour en 2020, serait accompagné d'un important programme immobilier dont un centre d'affaires tourné vers Paris. Réf : 13889



### Traffic.

Topos, n° 53, 12/2005, 102 p.

Numéro consacré à l'aménagement paysager d'infrastructures de transport en milieu urbain ou rural. Réf : 13788

## Juridique

### Y a-t-il un droit de la concertation en urbanisme ? (2e partie).

Etudes foncières, n° 119, 01/2006, p. 27-31

«L'auteur complète, au regard des modalités de la concertation, la vue d'ensemble qu'elle avait commencé à dresser dans le précédent numéro.» Réf : 13950

### Autorisations d'urbanisme : la réforme est lancée.

Etudes foncières, n° 119, 01/2006, p. 8-10

«L'ordonnance du 8 décembre réorganise l'ensemble des autorisations d'urbanisme (permis de construire, permis de démolir, procédures déclaratives) et elle crée le «permis d'aménager» qui intègre une série d'autorisations antérieures, à commencer par l'autorisation de lotir. L'application du nouveau dispositif est prévue pour juillet 2007.» Réf : 13945

### Délégation des aides à la pierre. Où vont les collectivités locales ?

Le Moniteur des tp, n° 5335, 24/02/2006, p. 62-65

Depuis le 1er janvier 2006, les intercommunalités et les départements peuvent gérer et attribuer les aides publiques à la pierre dans le cadre d'une convention signée avec l'Etat. Un choix qui n'est pas sans risque, compte tenu de la pénurie foncière et des objectifs ambitieux du plan de cohésion sociale. Réf : 13832

## Méthode

### Coopération décentralisée et professionnels du développement urbain.

Villes en développement, n° 70, 12/2005, p. 1-10

Présentation d'une étude sur l'intervention des collectivités locales françaises dans la coopération au développement et le rôle de l'Etat ; bref aperçu du programme Asia Urbs (1998-2004) ; positionnement des agences d'urbanisme ; coopération entre la Région Île-de-France et la ville de Hanoi ; partenariat pilote collectivité-bailleur de fonds au service du développement urbain à Madagascar. Réf : 13812

## Ressources-nuisances

### Déchets d'incinération : que faire des mâchefers ?

Environnement magazine, n° 1645, 03/2006, p. 43-49

Incontournables déchets des déchets, les mâchefers finissent soit en décharges soit en sous-couches routières. Mais, pour acquérir le statut de matériau recyclé, la route est longue et les étapes nombreuses. Réf : 13874

### Un autre monde possible ? Réflexions sur l'après pétrole.

Repères prospectifs, n° 109, 12/2005, n. p.

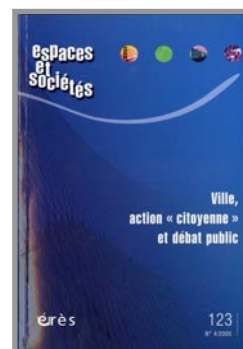
Deux dossiers composent ce numéro consacré aux bouleversements énergétiques. Le premier s'intéresse aux changements géopolitiques et économiques qu'entraînera la fin du pétrole. Le second intitulé «Les organisations efficaces du XXIe siècle» propose des réflexions sur l'évolution de la ville et des mobilités. Réf : 13782

## Sociologie

### Ville, action «citoyenne» et débat public.

Espaces et sociétés, n° 123, 10/2005, p. 9-127

Les contributions rassemblées dans ce dossier ont pour axe central la place des citoyens dans l'action collective qui transforme la ville et dans le débat public qui devrait précéder et préparer l'action publique. Réf : 13954



## **Des chiffres pour les hommes... des lettres pour les femmes.**

INSEE Première, n° 1071, 03/2006, 4 p.

Résultats de l'enquête «Information et Vie Quotidienne», menée en 2004, qui a permis d'étudier les écarts de compétences entre hommes et femmes adultes. Parmi les personnes âgées de 18 à 65 ans résidant en France métropolitaine, 14 % des hommes et 11 % des femmes ont des difficultés graves ou assez fortes dans les domaines fondamentaux de l'écrit. En calcul, la situation est inversée, les femmes sont plus souvent en difficulté. Réf : 13952

## **Tourisme**

### **Reprise de la fréquentation touristique en 2005.**

INSEE Première, n° 1065, 02/2006, 44 p.

«Après deux années médiocres, la fréquentation touristique a nettement repris en 2005 dans les hôtels comme dans les campings. En effet, dans les hôtels de tourisme, le nombre des nuitées augmente de 2 % par rapport à 2004. Ce bon résultat est dû autant à la clientèle venue de France que de l'étranger. Toutefois, les séjours de la clientèle française raccourcissent à nouveau légèrement.» Réf : 13855

## **Transport**

### **Fret ferroviaire : le marché grand ouvert.**

Ville & Transports, n° 396, 15/03/2006, p. 44-52

A l'occasion de la libéralisation du marché intérieur qui prend effet le 31 mars pour le fret ferroviaire, ce dossier donne la parole à Marc Véron, directeur général de Fret SNCF, et présente les stratégies des sept entreprises concurrentes. Réf : 13890

Le centre de documentation est ouvert du mardi au jeudi de 9h à 12h et 14h à 17h.

Consultation sur place, possibilité de prêt interbibliothèque.

Pour toute information complémentaire : [documentation@aurba.org](mailto:documentation@aurba.org)

contacts :

Annie Berthelot ~ tél. : 05 56 99 86 39

Christine Le Vagueresse ~ tél. : 05 57 57 72 57

accueil :

Régine Valère ~ tél. : 05 56 99 86 33